

Avis de convocation / avis de réunion

THALES

Société anonyme au capital de 637.976.175 €
Siège social : Tour Carpe Diem - Place des Corolles – Esplanade Nord - 92400 Courbevoie
552 059 024 RCS Nanterre

Rectificatif à l'avis de réunion à l'assemblée générale mixte des actionnaires du 23 mai 2018, publié au Bulletin des Annonces légales et obligatoires le 16 mars 2018 sous le n°33, affaire 1800594

Dans l'avis de réunion susvisé, le texte des projets de résolutions est rectifié formellement comme suit :

- dans le texte de la **6^{ème} résolution** (*Ratification de la cooptation de l'Etat français en qualité d'administrateur, sur proposition du « Secteur Public »*), il convient de lire :

« jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 »

au lieu de

« jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 » ;

- dans le texte de la **7^{ème} résolution** (*Ratification de la cooptation de Monsieur Bernard Fontana en qualité d'administrateur, sur proposition du « Secteur Public »*), il convient de lire :

« Monsieur Laurent Collet-Billon »

au lieu de

« Monsieur Laurent Collet-Billlon » ;

- dans le texte du 1^{er} paragraphe, avant-dernier tiret de la **21^{ème} résolution** (*Autorisation conférée au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions (« AGA »), dans la limite de 1% du capital au bénéfice des salariés du Groupe Thales, sans droit préférentiel de souscription*), il convient de lire :

« confère tous pouvoirs au Conseil d'administration pour suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi »

au lieu de

« confère tous pouvoirs au Conseil d'administration la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi » ;

- dans les textes figurant au 1^{er} paragraphe, 1^{er} tiret des **22^{ème} résolution** (*Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires*), **23^{ème} résolution** (*Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et possibilité d'un délai de priorité*), **24^{ème} résolution** (*Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par placement privé*) et **25^{ème} résolution** (*Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite légale de 15%*), il convient de lire :

« (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-91 et suivants du Code de commerce, qui sont des titres de capital de la Société donnant accès à d'autres titres de capital de la Société »

au lieu de

« (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-91 et suivants du Code de commerce, qui sont des titres de capital de la Société donnant accès à d'autres titres de capital la Société » ;

- dans le texte du 1^{er} paragraphe, 3^{ème} tiret de la **26^{ème} résolution** (*Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois pour décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en rémunération d'apports de titres de capital ou donnant accès au capital de sociétés tierces dans la limite légale de 10% du capital de la société, sans droit préférentiel de souscription*), il convient de lire :

« délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation, aux fins de procéder à l'évaluation des apports »

au lieu de :

« délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi la présente délégation, aux fins de procéder à l'évaluation des apports ».

Le reste de l'avis est sans changement.